

## Prix à la production et à la consommation dans le secteur agroalimentaire<sup>1</sup>

Un examen au niveau agrégé des corrélations entre les prix à la production des produits agricoles et les prix de consommation des produits agro-alimentaires montre que l'impact des fluctuations des prix agricoles sur les prix payés par les consommateurs est très atténué.

**En réalité, l'aval de la filière agro-alimentaire semble répercuter correctement les évolutions des coûts de production agricole**, mais les prix des produits agricoles représentent une part de plus en plus faible de l'ensemble des coûts de production des produits alimentaires ; les coûts de transformation, de marketing et de distribution – salariaux et non salariaux – prennent une importance croissante dans certains secteurs, ce qui explique la faible corrélation observée au niveau agrégé.

**L'ampleur de la transmission des prix agricoles aux prix alimentaires dépend fortement du secteur concerné. Elle est élevée dans les secteurs de la volaille et des fruits et légumes, alors qu'elle est faible dans les secteurs des viandes bovines, des viandes porcines et du lait.**

Même si les procédés de transformation sont proches, l'élevage du bœuf, du porc et de la volaille ne relève pas de la même combinaison de facteurs. Le décrochage récent entre les prix à la production et les prix de détail observé pour les viandes bovines s'explique par une importance moindre de la matière première dans le produit fini par rapport aux autres charges, notamment en liaison avec l'accroissement de certains coûts pesant sur la filière (traçabilité, équarissage...) dû aux crises sanitaires. Dans le cas des viandes porcines qui incluent par définition la charcuterie, c'est la part importante des produits transformés (charcuteries) qui explique la faible transmission apparente des prix.

Le secteur des fruits et légumes se caractérise par des fluctuations de prix importantes. Les autres charges que les coûts d'approvisionnements agricoles semblent avoir un impact limité, dans ce secteur où la transformation est faible. Les évolutions des prix à la production et à la consommation semblent concordantes.

Dans le secteur des produits laitiers enfin, les transmissions de prix sont contrôlées, en raison des quotas de production, des prix d'intervention et des accords sur le prix du lait. Au delà des fluctuations saisonnières des prix de production qui ne se répercutent pas sur les prix de consommation, on observe une divergence depuis 2001 entre une baisse tendancielle des prix de production et à l'inverse une hausse tendancielle des prix de consommation. Néanmoins, cette divergence n'est que temporaire et certaines dispositions récentes – notamment le nouvel accord sur le prix du lait – devraient permettre à l'avenir une meilleure transmission des prix.

1. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la Direction Générale du Trésor et de la Politique Économique et ne reflète pas nécessairement la position du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

# Sommaire

## des derniers numéros parus

---

- Janv. 2005** n°58 • *Affirmative action* et discrimination positive, une synthèse des expériences américaines et européennes, *Denis Maguain*
- Déc. 2004** n°57 • L'existence d'un biais dans les anticipations de marché sur la politique monétaire en zone euro, *Sébastien Hissler*
- n°56 • Comment expliquer l'évolution récente du compte courant de la France, *Élie Girard*
- Nov. 2004** n°55 • Les délocalisations d'activités tertiaires dans le monde et en France, *Jérôme Letournel*
- n°54 • Les effets économiques du prix du pétrole sur les pays de l'OCDE, *Nicolas Carnot, Catherine Hagège*
- n°53 • Le marché pétrolier, *Nicolas Carnot, Catherine Hagège*
- n°52 • Quelques données internationales sur le temps de travail, *Jacques Delorme*
- Oct. 2004** n°51 • Retour sur les gains de productivité aux États-Unis, *Vladimir Borgy, Nicolas Carnot, Émilie Quéma*
- n°50 • Comment contenir les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports ? *Jean-Jacques Becker, Cédric Audenis*
- n°49 • La résistance de l'économie britannique à l'appréciation de la livre enregistrée depuis 1996, *Éric Dubois, Karine Hervé, Sylvie Lefranc*
- Sept. 2004** n°48 • La croissance potentielle de l'économie française de moyen-long terme, *Emmanuel Bretin*
- n°47 • Les canaux de transmission de la politique monétaire en France, *Fédéric Cherbonnier, Xavier Payet*
- Juil. 2004** n°46 • Pourquoi l'inflation n'a-t-elle pas plus baissé en zone euro qu'aux États-Unis au cours des deux dernières années ? *Nila Ceci*
- n°45 • Convergence nominale et convergence réelle des nouveaux États membres (NEM), *Vanessa Jacquelin*
- n°44 • Les impôts locaux dus par les entreprises : éléments de comparaison internationale, *Daniel Turquet*
- Juin 2004** n°43 • Retour sur la faiblesse de la consommation en zone euro depuis 2001, *Sylvie Lefranc, Alexandre Espinosa*
- n°42 • Équilibre épargne-investissement au niveau mondial, *Luc Eyraud*
- n°41 • Retour sur les prévisions de croissance de l'année 2003, *Selma Mahfouz*
- n°40 • Contribution des coûts du travail à la «jobless recovery» de 2001-2003 aux États-Unis, *Vladimir Borgy, Émilie Quéma*



# 1. Une première approche au niveau agrégé montre que l'impact des fluctuations des prix agricoles sur les prix payés par les consommateurs est très atténué

## 1.1 Les variables affectant les prix agricoles et leur transmission vers l'aval sont nombreuses

L'approvisionnement du secteur agroalimentaire reste fondé sur des produits agricoles dont le **prix de production** dépend de plusieurs facteurs :

- les produits agricoles sont souvent **périssables**, ce qui entraîne des difficultés de stockage. Cet aspect est d'autant plus préoccupant que les produits ne sont pas ou peu transformés. Les produits végétaux sont de plus soumis à des aléas climatiques, plus ou moins contrôlés ;
- ils ont des **cycles de production** plus ou moins long (3-4 ans pour un arbre fruitier, 3 mois de gestation pour une truie et 6 mois d'engraissement...), entraînant des délais entre la décision de production et la production effective. Des ajustements rapides offre/demande sont donc difficiles ;
- dans certains cas comme celui des fruits et légumes, les **périodes de production** sont très concentrées, ce qui induit une forte volatilité des prix de marché ;
- les changements de **législation** peuvent entraîner des variations importantes des coûts de production : environnement, bien-être animal, alimentation, financement de l'équarrissage, etc ...
- le **progrès technique** a permis une forte baisse des coûts de production des produits agricoles, transmise pour partie à l'aval sous forme de baisse de prix.

Outre les coûts de production, la formation du **prix à la consommation** évolue en fonction de plusieurs autres variables :

- à long terme, la demande des produits alimentaires se modifie avec l'augmentation du **revenu des ménages** (par exemple augmentation de la consommation des produits transformés) ;
- **l'image de la filière** : la sensibilité du consommateur aux peurs alimentaires suite aux crises, l'importance des habitudes, la communication des grands groupes de distributeurs peuvent influencer le comportement d'achat ; par exemple, les fruits et légumes bénéficient aujourd'hui d'une image très positive du point de vue sanitaire, alors que les viandes ont été particulièrement affectées par les crises sanitaires ;
- **une hausse de la diversité des produits** fournis par les Industries Agro-Alimentaires (IAA) et par la distribution : plus le produit est élaboré avec

des gammes diversifiées, proposant un produit sous de multiples facettes, plus la consommation sera stimulée ; plus le secteur en aval aura développé des stratégies de communication, plus le consommateur sera disposé à acheter l'aliment. Pour les fruits et légumes, il est plus difficile de diversifier l'offre, à l'exception des innovations variétales. Pour le secteur carné, les variations de présentation du produit peuvent pousser le consommateur à l'achat.

Enfin, les **transmissions de prix entre production et consommation** dépendent de la structure de chaque filière :

- la difficulté d'obtenir une **qualité homogène** et une description précise des produits rend difficiles les transactions, la définition de marchés de référence et l'usage des marchés à terme. Cela est particulièrement vrai pour les produits non stabilisés, périssables et peu standardisés tels que les fruits et légumes frais ;
- **la part qu'ont les produits agricoles dans le produit fini** joue un rôle important : plus la filière a un secteur de recherche et développement important et un marketing actif, moins les coûts de production des matières premières agricoles influencent le prix final payé par le consommateur ;
- **les circuits de distribution** influencent les marges : plus il y a d'acteurs successifs, plus les prélèvements sous forme de marges sont susceptibles d'être forts. Si l'achat se réalise en circuit court, comme c'est généralement le cas pour les produits étudiés, il y a moins d'intermédiaires et il y a plus de chances que les transmissions de prix agricoles se réalisent correctement ;
- **la concurrence extérieure** peut aussi intervenir ; les négociations au sein de l'enceinte OMC important, autant sur le volet accès au marché que soutien interne. Elles peuvent générer une pression concurrentielle par le biais des importations (pression sur le prix à la production). La transformation, permettant de stabiliser les produits, facilite à cet égard les flux d'échanges. Pour les produits étudiés, l'exportation est plus difficile. Des conditions strictes sont requises pour le commerce de produits frais ou de viandes (température, absence de chocs, etc...).

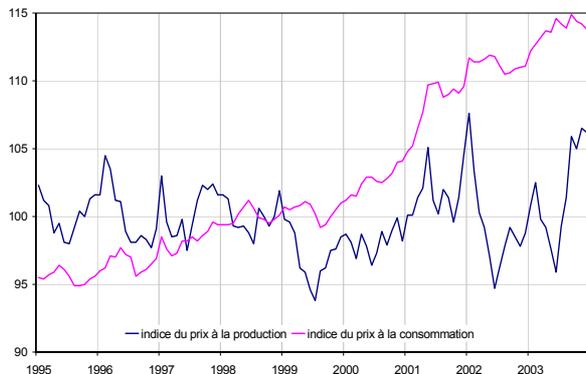
## 1.2 L'évolution globale montre que la corrélation entre les prix agricoles à la production et les prix à la consommation des produits alimentaires est faible

Les prix agricoles ont tendance à diminuer en termes réels, grâce aux gains de productivité du secteur, même si ce phénomène est moins marqué ces dernières années. Les prix à la consommation en revanche



progressent continûment, comme le montre le graphique 1. Par ailleurs, ils sont nettement moins volatils que les prix à la production.

**Graphique 1 : évolution des prix agricoles à la production et prix alimentaires à la consommation**



Source : BDM, base 100 en 1998

### 1.3 Cependant, les industries agro-alimentaires (IAA) et la distribution répercuteraient correctement les évolutions des coûts de production agricoles

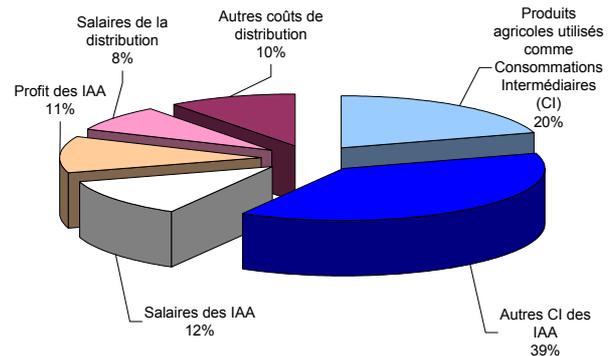
Une étude du *Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et de la Ruralité*<sup>2</sup> précise que les baisses de prix agricoles ont profité essentiellement aux clients étrangers (exportations de produits agricoles) et aux acheteurs de consommations intermédiaires (utilisations de produits agricoles dans les IAA). Les IAA ont par ailleurs bien répercuté les baisses de prix de leurs consommations intermédiaires. Lors de la période 1990-98, les prix des produits agricoles ont subi une baisse de 25% en termes réels alors que les prix à la production des IAA ont baissé de 10,6% sur la période. Cette baisse est d'ailleurs supérieure à ce qu'on aurait pu attendre au vu de la part du coût des produits agricoles dans le processus de production des IAA. En réalité, les IAA ont également bénéficié d'une diminution des coûts de production hors approvisionnement en produits agricoles.

Le secteur du commerce n'absorbe pas non plus les gains en profitant de la baisse des prix pour améliorer ses marges, puisque selon l'étude citée, le prix du service commercial, correspondant à la marge par unité commercialisée, est resté globalement stable ; elle a néanmoins augmenté pour les œufs et la viande.

Une analyse menée à la *Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique* à partir des données de la comptabilité nationale permet d'affiner les résultats précédents. Comme le montre le graphique 2, la véritable raison de la faible influence des prix agricoles sur les prix alimentaires résulte de la faible part des consom-

mations intermédiaires agricoles, qui ne représentent que 20% du prix final. Les autres consommations intermédiaires des IAA sont importantes : il s'agit des services aux entreprises (postes et télécommunications, conseils et assistance, services opérationnels et surtout recherche et développement, représentant 10% du prix final) et des biens auto consommés dans la branche IAA (utilisation d'ingrédients provenant d'IAA, responsable à 16% du prix à la consommation).

**Graphique 2 : formation du prix à la consommation des produits agroalimentaires transformés (2001)**



Source : INSEE, calculs DGTPE

Ainsi, une diminution des prix agricoles réduirait le coût de production relatif aux produits agricoles utilisés comme consommation intermédiaire. En second lieu, le coût des consommations intermédiaires provenant des IAA diminuerait aussi. Une diminution de 10% des produits agricoles permettrait alors de diminuer les prix à la consommation de 2,3% (2% dû à la diminution du coût direct des produits agricoles, et 0,3% provenant d'une baisse des prix des IAA intermédiaires), les autres charges étant indépendantes du prix des produits agricoles.

## 2. Les bonnes transmissions de prix au sein des secteurs de la volaille et des fruits et légumes sont confirmées

### 2.1 Le secteur des viandes : les transmissions sont meilleures dans le secteur de la volaille

Même si les procédés de transformation sont proches, l'élevage du bœuf, du porc et de la volaille ne relève pas de la même combinaison de facteurs. Ainsi, même s'il s'agit d'une même famille d'aliments, nous distinguerons les différentes viandes. Par ailleurs, il apparaît clairement que les transmissions de prix s'effectuent plus ou moins bien suivant le secteur considéré (cf. graphiques 3, 4, 5).

#### 2.1.1 La transmission des prix dans le secteur des viandes bovines a été modifiée par les crises sanitaires

La viande bovine est un secteur important en France : elle est le premier producteur – 1,7 million de tec (ton-

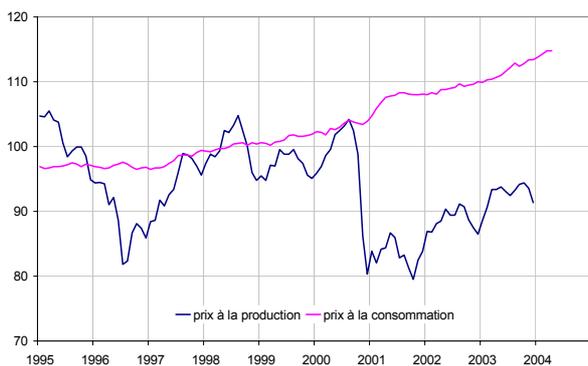
2. Le partage de la valeur ajoutée entre l'agriculture et son aval, une application de la méthode des comptes de surplus, MAAPAR, 2000, étude présentée à la Commission des Comptes de l'Agriculture, session du 19 juin 2000.



nes équivalent carcasses) – et le premier consommateur européen de viande bovine – 1,5 million de tecs. La viande bovine représente 29% de la consommation totale de viande en France. Le secteur bovin semble donc important en France, et l'étude des autres filières carnées démontre que les évolutions des autres secteurs en dépendent.

Ce secteur a été affecté par diverses crises ces dernières années. Les ruptures observées en 1996 et 2000, correspondent aux crises ESB, amplifiées en 2001 par la fièvre aphteuse (cf. graphique 3).

**Graphique 3 : évolutions des prix à la production et prix à la consommation dans le secteur bovin**



Source : BDM, base 100 en 1998

Ces crises sanitaires sont actuellement résorbées et les prix à la production ont tendance à augmenter depuis 2001. La réforme de la PAC, incitant à une extensification, amènera une baisse de la production et un raffermissement des prix à la production au sein de l'Union Européenne. Les prix à la consommation sont également orientés à la hausse et soutenus par la reprise de la consommation symbolisant le retour à la normale, après les crises sanitaires, de la consommation bovine.

Les crises de la vache folle ont amené une évolution divergente entre prix à la production et prix à la consommation. En effet, la résolution de ces crises a induit des augmentations de coûts de production pour la filière. Il a fallu retirer du circuit de commercialisation les parties sujettes à la contamination et les animaux contaminés hissant les coûts d'équarrissage. Les tests de dépistage ainsi que la mise en place de la traçabilité a augmenté les coûts de la filière. Le programme d'abattage et de destruction des animaux de plus de trente mois de 2001-2002 a conduit à retirer de la filière les animaux dont les prix à la production avait les plus baissé (vaches de réforme). Les consommateurs se sont par ailleurs plutôt reportés vers des viandes présentant des garanties d'origine (labels, certification...). Cela explique pour partie la divergence d'évolution entre prix à la consommation et prix à la production observée début 2001.

Une étude économétrique de l'INRA<sup>3</sup> a porté sur la transmission des prix de 1970 à 2000 et permet de chiffrer les élasticités. Elle démontre que la transmis-

sion des prix à la production vers les prix de gros (sortie abattoir) se réalise bien (élasticité de transmission voisine de 1). Cependant, l'étude de la transmission de prix de production vers les prix de détail, en tenant compte du salaire, confirme la moindre importance des prix à la production dans la formation du prix de détail (élasticité de 0,4 entre prix à la production et prix de détail). Une rupture s'est opérée depuis les années 1980, où le lien entre les séries de prix à la production et au détail s'est affaibli, alors que celui entre prix au détail et salaire s'est renforcé. Cela pourrait être expliqué par une hausse des dépenses de transformation et de marketing de la filière, diminuant le poids du coût de la matière première dans les prix à la consommation.

Ainsi, à l'avenir, même si l'approvisionnement en produit agricole a tendance à subir une augmentation des prix, la hausse des prix à la consommation sera limitée, du fait de la moindre importance des coûts des matières premières dans le prix à la consommation.

Au total, les prix à la consommation ont tendance à augmenter dans le secteur de la viande bovine, alors que les prix à la production sont affectés par les crises. Un décrochage récent s'observe entre les prix à la production et les prix de détail qui s'expliquerait par une importance moindre de la matière première dans le produit fini par rapport aux autres charges. Les crises sanitaires ont conduit à l'accroissement de certains coûts pesant sur la filière (traçabilité, équarrissage...). Ce différentiel pourrait cependant être amené à diminuer grâce à un renforcement de la concurrence étrangère.

### 2.1.2 La transmission des prix dans le secteur porcin semble plus complexe

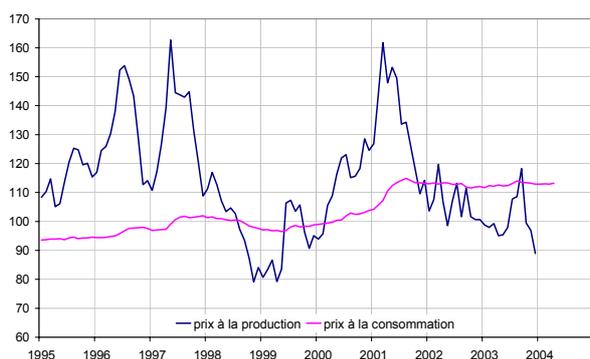
Les évolutions cycliques du prix à la production du secteur porcin sont bien connues. Les prix bas de 1998-1999 n'ont permis qu'aux producteurs les plus compétitifs de poursuivre leurs activités. Les prix sont remontés jusqu'à l'apparition de surproduction, provoquant la diminution des prix que l'on observe actuellement.

La viande de porc est la plus consommée en volume, représentant 40% de la consommation totale de viande en France. Le consommateur possède une image négative de la filière, que ce soit de la production (pollutions), ou de la consommation (viandes grasses, allant à l'encontre des attentes d'une société soucieuse de son poids). Une partie non négligeable de cette viande est par ailleurs consommée sous forme de charcuterie, produits pour lesquels les coûts de transformation et de marketing sont plus importants. La pression concurrentielle est essentiellement européenne, le marché européen étant particulièrement protégé actuellement par des barrières douanières.

3. *Etude sur le lien entre prix agricoles à la production et prix alimentaires*, M. Simioni et C. Bontemps, INRA Toulouse, 2003.



**Graphique 4 : évolutions des prix à la production et prix à la consommation dans le secteur porcin**



Source : BDM, base 100 en 1998

Les prix à la consommation des viandes porcines ont une évolution plus lisse que celle des prix à la production, ce qui pourrait s'expliquer en partie par la faible part du coût de la matière première dans le coût total pour la charcuterie. Depuis 2001, on observe même un décrochage : les prix à la consommation se stabilisent après la hausse due au report de consommation de la viande bovine affectée par les crises sanitaires, alors que les prix à la production diminuent.

L'étude citée précédemment de l'INRA<sup>4</sup> démontre que la transmission du prix à la production vers le prix de gros a subi un changement structurel vers 1988, date pour laquelle la libéralisation des prix à la consommation en France dans le secteur des viandes s'est opérée. Depuis cette date, la transmission se réalise moins bien (élasticité de transmission de 0,5). De même que ce qui est observé dans la filière bovine, le travail semble jouer un rôle plus important que la matière première dans la formation du prix de détail, avec des répercussions du taux de salaire plus fortes après 1986. La remontée des prix à la production affectera donc peu le consommateur, les coûts d'approvisionnements agricoles étant peu importants dans la formation du prix à la consommation.

### 2.1.3 La transmission des prix dans le secteur des volailles semble se réaliser correctement

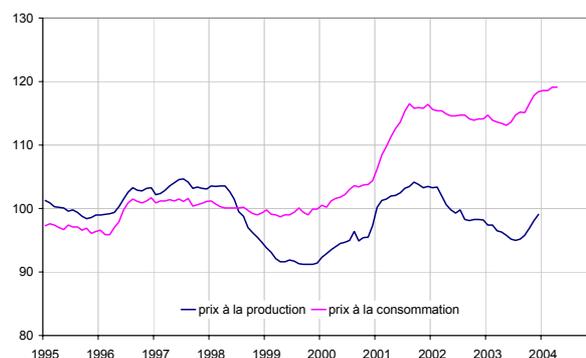
Le cycle de production dans ce secteur est particulièrement court. La production, intégrée, se réalise à bas prix et la concentration est forte : les cinq premiers groupes réalisent 58% du chiffre d'affaires. L'offre est très diversifiée et les marques de qualité sont nombreuses. La pression concurrentielle des marchés mondiaux (Brésil, Thaïlande...) est forte, poussant le secteur à réduire ses marges de plus en plus.

Les évolutions des prix à la production et à la consommation sont beaucoup plus concordantes que dans le secteur des autres viandes. Les hausses de coûts de production, comme les baisses, semblent se répercu-

ter sur les prix à la consommation. Les fluctuations des prix à la consommation sont cependant amoindries en raison du poids des coûts non agricoles (salaires, coûts de transformation...). Le cycle de production est plus court que pour les autres viandes (incubation de 21 jours et engraissement de 40 jours) et l'ensemble de la filière est intégré, de la production à la distribution, permettant une meilleure transmission de l'information. Les ajustements de l'offre à la demande sont donc aisés, ce qui permet de lisser les prix à la production.

La filière bovine a une certaine influence, tout comme pour le secteur porcin. Le secteur des volailles a ainsi principalement profité du report de consommation en viandes, suite aux crises sanitaires du secteur bovin de 1996 et 2000, poussant les prix à la hausse. Ensuite, la consommation de viande bovine a repris, au détriment des viandes de volailles (fin 2001), provoquant une diminution des prix à la consommation.

**Graphique 5 : évolutions des prix à la production et prix à la consommation dans le secteur avicole**



Source : BDM, base 100 en 1998

L'écart entre prix à la production et prix à la consommation s'est progressivement creusé, témoignant de l'importance croissante des coûts autres que matière première agricole. A l'avenir, deux phénomènes contradictoires joueront. L'attrait du consommateur pour des poulets de qualité devrait hisser légèrement les coûts de production et limiter la diminution des prix à la consommation, alors que la concurrence internationale croissante devrait permettre une baisse des prix à la consommation.

L'étude économétrique de l'INRA ne portant pas sur la filière avicole, le chiffrage des élasticités n'a pu être réalisé.

## 2.2 La transmission dans le secteur des fruits et légumes semble, contrairement aux idées reçues, être correctement réalisée

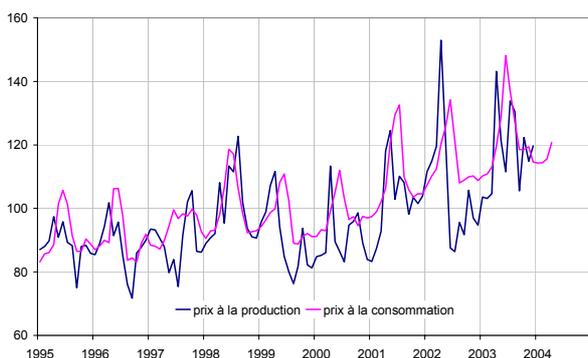
### 2.2.1 Un secteur caractérisé par de grandes fluctuations

Ce secteur est au cœur du débat, lorsqu'il s'agit de relations entre producteurs et distributeurs. Avec une transformation industrielle faible, et des circuits de

4. *Etude sur le lien entre prix agricoles à la production et prix alimentaires*, M. Simioni et C. Bontemps, INRA Toulouse, 2003.

distribution courts, les producteurs de ce secteur sont en confrontation directe avec les distributeurs. De plus, les produits sont plus difficilement échangeables (périssables et peu stockables), limitant les pressions extérieures. Le cycle de production est plus long que pour les autres produits agricoles, allongeant ainsi le délai de réponse aux signaux du marché (3-4 ans pour un arbre fruitier). En outre, les conditions climatiques influent particulièrement sur les rendements de ce secteur. Les ajustements de l'offre et la demande sont donc difficiles ce qui peut entraîner des variations brutales de prix.

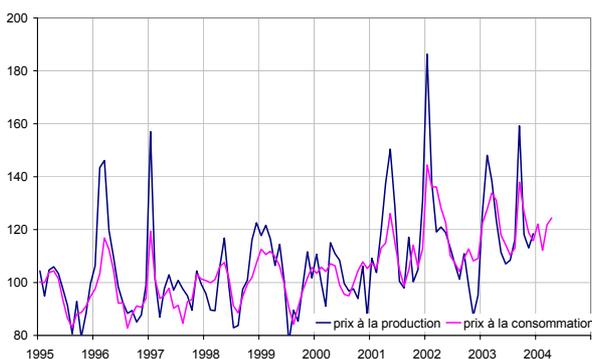
**Graphique 6 : évolutions des prix à la production et prix à la consommation dans le secteur des fruits**



Source : BDM, base 100 en 1998

Ce secteur présente ainsi des variabilités de prix à la production et à la consommation plus importantes que les autres secteurs. Les deux catégories de prix suivent des évolutions similaires. Dans le secteur des fruits, un décalage d'un mois s'observe. La tendance est à la hausse.

**Graphique 7 : évolutions des prix à la production et prix à la consommation dans le secteur des légumes**



Source : BDM, base 100 en 1998

L'élargissement et les accords de libre échange avec les pays de la zone euroméditerranée devraient cependant limiter ce phénomène et favoriser un approvisionnement en matière agricole à bas prix (fruits rouges de Hongrie, choux-fleurs de Pologne et agrumes, olives des pays du sud de la Méditerranée...).

Au total, le secteur des fruits et légumes se caractérise par des fluctuations de prix importantes. Les autres charges que les coûts d'approvisionnements agricoles semblent avoir un impact limité, dans ce secteur où la

transformation est faible. Les évolutions des prix à la production et à la consommation semblent concordantes.

### 2.2.2 La transmission des variations de prix est aussi bien symétrique qu'asymétrique et lorsqu'elle est asymétrique elle ne joue pas nécessairement à l'avantage de la grande distribution

Une étude de l'INRA<sup>5</sup> réalisée pour certains fruits et légumes (endives et tomates) démontre que la transmission des prix, et plus particulièrement, la transmission des hausses ou des baisses, est différente en fonction de la variété étudiée. Pour la tomate, la marge entre prix d'expédition et prix fixe est une marge fixe, alors que pour l'endive, la marge semble être proportionnelle, les détaillants augmentant leurs marges lorsque la demande est forte.

La transmission des baisses de prix est différente en fonction de chaque variété mais contrairement à l'opinion la plus répandue, la transmission symétrique des prix est aussi fréquente que la transmission asymétrique. Pour l'endive, les transmissions de prix se font aussi bien à la hausse qu'à la baisse (13 cas sur 20 étudiés). Lorsque les relations sont asymétriques, la transmission est plus rapide en cas d'augmentation des prix à la production qu'en cas de baisse. Cependant, les vitesses d'ajustement sont proches (0,51 en cas de hausse, contre 0,38 en cas de baisse) : une augmentation de 1€ du prix à l'expédition sera suivie, dans la semaine qui suit, d'une élévation de 0,51 € du prix de détail, alors qu'une diminution de 1 € du prix à l'expédition se traduira par une baisse de 0,38 € du prix de détail. Pour la tomate, les différentes relations de transmission étudiées se répartissent de façon égale entre symétrie et asymétrie. Cependant, lorsque la relation est asymétrique, les détaillants semblent transmettre plus rapidement les baisses de prix à l'expédition que les hausses. La vitesse moyenne de transmission des prix est égale à 0,86 en cas de diminution du prix d'expédition, et à 0,58 en cas d'augmentation de ce prix.

Ceci est inhérent à la nature du produit **particulièrement périssable** : le risque de perdre le produit, incite le détaillant à limiter les hausses de prix et à favoriser les baisses pour vendre rapidement le produit.

### 2.3 Les transmissions dans le secteur laitier sont contrôlées : quotas de production, prix d'intervention et accord sur le prix du lait

Le prix à la production est soumis à de multiples variations saisonnières, contrairement au prix à la consommation qui est plus lissé. Le prix à la consommation des différents produits laitiers de grande consommation (lait de consommation, des fromages, yogourts

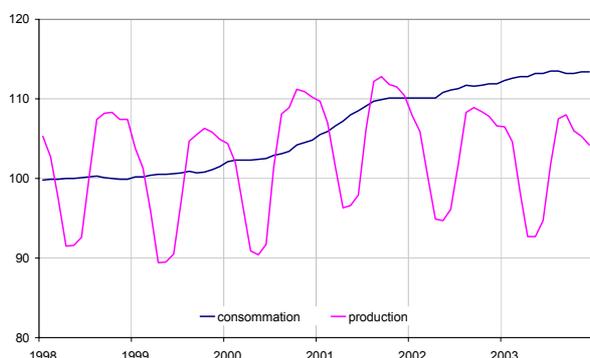
5. Filière fruits et légumes : comment la grande distribution transmet-elle aux consommateurs les variations de prix à la production, INRA Sciences sociales, février 2001



ou desserts lactés) suivent des évolutions similaires. Mis à part ces fluctuations saisonnières les prix étaient stables avant 2000.

La filière laitière est étroitement encadrée. La production est régie par des **quotas** et les prix des produits industriels dérivés du lait (beurre et poudre de lait) par des **prix minimum d'intervention**. L'accord de 1997 prévoyait que le prix du lait payé aux producteurs était indexé sur les cours de ces produits industriels et des fromages exportés. Cet accord permettait de faire évoluer le prix du lait en fonction des marchés, en amortissant les évolutions aux producteurs de 50% (lissage).

**Graphique 8 : évolutions des prix à la production et prix à la consommation dans le secteur laitier**



Source : BDM, base 100 en 1998

Cependant, depuis 2001, le prix à la consommation augmente, alors que le prix à la production a tendance à diminuer. Trois facteurs peuvent expliquer les divergences récentes d'évolution des deux séries de prix :

- Le **développement de la production de produits de grande consommation** qui sont plus élaborés (fromages, yaourts) par rapport aux produits industriels (beurre, poudre de lait écrémée). Cela induit la déconnexion entre prix à la consommation et prix à la production, qui était reliés auparavant grâce à l'accord du prix du lait. Ces produits de grande consommation ne sont pas pris en compte dans l'accord du prix du lait, et donc dans la formation du prix payé au producteur.
- Une **baisse du rôle du prix agricole** dans le coût de production total grâce à une diminution de la matière première agricole par rapport aux autres consommations intermédiaires. En effet, les CI agricoles sont responsables à 48% du prix de vente industriel en 1997, contre 62% en 1978. Les frais relatifs à la recherche et au développement et à la publicité augmentent largement ces dernières années.

- Une **hausse des prix à la consommation** : la transmission des prix se heurte **aux pratiques des marges arrières par la distribution**, pesant de plus en plus dans la formation du prix à la consommation pour les produits alimentaires transformés. Les charges imposées aux industriels augmentent de **2 à 3%** chaque année et ne peuvent pas être absorbées par des gains de productivité du même ordre. Elles représentent actuellement **30%** des coûts imposés aux IAA, soit approximativement **25 milliards d'euros par an**, non facturés, et permettent à la distribution de financer des frais variables et fixes.

Le nouvel accord sur les prix du lait devrait toutefois améliorer la transmission des baisses de prix à la production vers les consommateurs. Lors de la réforme de Luxembourg en juin 2004 il a été décidé de baisser les prix d'intervention des produits industriels (beurre, poudre de lait). Confrontées à ces baisses de prix, les industries agro-alimentaires françaises veulent diminuer le prix de leur matière première. Un nouvel accord de fixation du prix du lait a recommandé des baisses de 10,7 €/1 000 L en janvier 2005, et de 9,5 €/1 000 L en février et mars 2005. Pour la suite, le prix à la production découlera directement de l'évolution des deux marchés : les produits industriels (beurre et poudre) et les produits de grande consommation, à meilleure valeur ajoutée. Cet accord permet d'améliorer la compétitivité de la France et de fluidifier le marché en répercutant plus rapidement les variations de prix des produits laitiers vers le producteur. Il est une première conséquence de la réforme de la PAC, qui prévoit des diminutions des prix d'intervention, compensées par des aides directes pour les producteurs et transformateurs.

La baisse des prix industriels sur les marchés mondiaux a impliqué la mise en place d'un nouvel accord sur le prix du lait qui entérine une baisse du prix du lait et permet de mieux répercuter les baisses de prix industriels sur les marchés mondiaux. L'évolution des prix des produits de grande consommation sera par ailleurs mieux prise en compte pour fixer les prix à la production. Les transmissions de prix devraient dès lors s'effectuer de manière correcte, après la dérive observée à partir de l'année 2000. La filière doit toutefois s'adapter à ce nouveau contexte.

**Anna LIPCHITZ**

Directeur de la Publication : Jean-Luc TAVERNIER  
 Rédacteur en chef : Philippe GUDIN DE VALLERIN  
 Mise en page : Maryse DOS SANTOS  
 (01.53.18.56.69)